

Manifeste d'Esprit civique

L'impasse

Après les municipales, les élections européennes ont confirmé l'ampleur de la crise civique et républicaine que traverse notre pays. 6 Français sur 10 ne sont pas allés voter. 1 électeur sur 4 a choisi un parti d'extrême droite. Signe des temps, ces deux phénomènes sont amplifiés au sein du monde ouvrier, des jeunes et des habitants des « territoires périphériques ». Pourtant le sentiment de graves défis, sinon de dangers nouveaux est largement partagé. La déception à l'égard du politique est à la mesure d'une attente renouvelée.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

La France reste un pays où la tâche politique reste noble et s'accomplit pour l'essentiel avec dévouement. L'impasse qui expulse le politique de l'espace public est d'ordre existentiel. C'est le socle des principes qui fondent le vivre-ensemble qui se trouve en réalité ébranlé, à droite comme à gauche et ce, nous semble-t-il, à l'insu même de ceux qui devraient le préserver. La relation qui s'était établie, et qui avait cours encore jusque dans les années 80 entre le sens de la collectivité et l'accomplissement de chacun de ses membres, s'est à ce point affaiblie que rien ne semble pouvoir être efficacement opposé au primat de l'individualisme.

Tout s'en est sans doute mêlé : l'illusion d'un accès généralisé à des biens sophistiqués d'usage privatif, l'affaïssement de la respectabilité des institutions avec l'importance prise par des oligarchies dans les administrations comme dans les entreprises, une professionnalisation outrancière de la fonction politique plaçant les élus hors du commun et parfois hors de l'éthique commune, une vision du progrès social assise sur le seul accroissement des droits individuels et détachés d'une vision de l'homme et de la société prise dans son ensemble, une idéologie de la démesure passant outre les limites et la finitude humaines. Plus besoin de donner un sens à la vie individuelle et collective, puisque la question même du sens ne se pose plus. C'était pourtant la grandeur du politique que de promouvoir les conditions d'un vivre-ensemble dont pouvaient découler les droits de chacun. La gauche rencontre ici une impasse particulière. Lorsqu'elle soutient seulement la logique des droits individuels, sans interroger les responsabilités et les valeurs qui s'y attachent, elle laisse s'étioler l'aspiration à la solidarité et à la fraternité.

Retrouver le fil de notre histoire

Pour surmonter cette impasse, née d'une forme de nihilisme philosophique, il faut renouer avec une vision sur l'homme, ce que l'on appelle une anthropologie. Il s'agit de retrouver une vision cohérente

du destin de chacun, de ce qui le motive à vivre, et de l'aventure collective où se joue ce destin particulier.

Cela signifie, pour nous, renouer avec la longue tradition française issue tant du christianisme que du Siècle des lumières. Dans cette tradition, on ne naît pas citoyen, on le devient. L'éducation civilise, transmet des valeurs qui obligent, enseigne la liberté et la responsabilité. La croissance des droits va de pair avec le sentiment d'appartenance à la communauté. Ainsi la République, dès ses origines en 1792, était-elle d'abord l'incarnation d'une nation, et non l'agrégation d'individus. Conçue comme une entité politique, elle se reconnaissait une « dette sacrée » envers les citoyens les plus démunis, car nul ne pouvait être privé de sa capacité de participer, à la mesure de ses possibilités, au bien de la Nation.

Ainsi n'est-ce pas par hasard que s'impose avec insistance aujourd'hui la question du « vivre ensemble », première tâche de la construction politique de la Nation. Elle repose d'abord sur le rôle primordial reconnu à la communauté nationale, à son aptitude à rassembler en reconnaissant l'apport de chacun, ce qui implique en retour que chacun se reconnaisse membre actif de cette communauté. Ce contrat social qui s'est constitué progressivement dans notre histoire mérite à chaque époque d'être actualisé en fonction des données nouvelles du présent. Encore ne doit-on pas perdre la boussole anthropologique qui l'oriente.

Cette boussole s'incarne pour nous dans le personalisme annoncé par Emmanuel Mounier dans les années 1930, enrichi depuis par l'oeuvre politique de Paul Ricœur et par la réflexion fondamentale d'Emmanuel Levinas. Pour le dire brièvement, la vision du personalisme nourrit de façon juste l'action politique aujourd'hui parce qu'elle instaure une cohérence entre les finalités de la communauté politique, le bien commun, et la promotion de la dignité de chaque personne, celle-ci étant entendue comme une dignité qui se manifeste dans la relation à autrui. C'est la rupture de cette cohérence qui nous semble être au cœur de la crise du politique, soit que l'idée du bien commun ait été congédiée, soit qu'elle doive simplement résulter de l'addition des préférences individuelles. Le personalisme ne s'arrête pas aux frontières nationales. Il aide à penser l'avenir de la nation comme partie de communautés plus larges. Il doit accueillir les réflexions nouvelles venues de l'apport des philosophes de la justice sociale (John Rawls ou Amartya Sen par exemple). Celles-ci aident à répondre concrètement à l'exigence de justice qui se pose aujourd'hui non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle mondiale. Face ou plutôt dans la mondialisation, il est urgent de renouer avec une puissance publique pleinement investie dans son rôle de régulateur de l'économie et de partage des richesses.

Redonner de la profondeur à l'action en politique

Alors que l'on s'ingénie de multiples manières à dévaloriser la politique et ses représentants, disons haut et fort que le « politique » joue un rôle irremplaçable :

- D'abord pour **rassembler les citoyens** dans un projet de long terme : un récit républicain pour notre pays. Les citoyens de tous bords ont pris la mesure du double défi de la rénovation de l'économie et de la protection de l'environnement, dans l'optique d'un nouveau type de

développement. Un point commun entre l'avant-guerre et aujourd'hui est la faiblesse du champ politique et de la puissance publique face à la financiarisation de l'économie. La singularité contemporaine réside dans la force de l'« excitation » consumériste en opposition à une « élévation » d'autres dimensions humaines telle que la dimension spirituelle. La faiblesse du politique face à la puissance de l'argent est un véritable sujet d'inquiétude pour nos démocraties. Chacun se rend compte aujourd'hui que l'on ne pourra pas se contenter de solutions techniques ; chacun mesure le caractère insensé des gaspillages de toutes sortes. Au découragement et au scepticisme, il faut opposer une « espérance raisonnable ». C'est ici la grandeur du politique que de porter une vision de longue haleine un vrai projet de société qui donne à voir de nouveaux styles de vie, qui aborde avec franchise la question de la solidarité face à une exigence généralisée de transformation des comportements. L'approche du bien commun en vue d'un projet de long terme suscite la confiance, ne manie pas le langage de la menace ni celui de la crainte des désastres. Elle sollicite la participation de tous les savoirs, de tous les métiers et de tous les territoires.

- Ensuite pour **faire une place à chacun**. La France est plus diverse qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre. Face aux peurs qui paralysent les quartiers relégués, génèrent les discriminations cachées et la ségrégation territoriale, c'est encore l'action politique qui peut rompre le cercle de la méfiance et du communautarisme. Mais faire une place à chacun, c'est aussi montrer la place et le rôle de la France en Europe. C'est donc avoir un projet de la France pour l'Europe. « La France est notre patrie et l'Europe notre avenir » à la condition de comprendre comment la France par son charisme et ses singularités mêmes joue pleinement sa partie dans le concert européen.
- Enfin pour **ancrer la justice** sur un fondement profond : le respect de la dignité des pauvres, l'accès réel à leurs droits. Face à la persistance et à l'aggravation de la pauvreté, c'est encore le politique qui peut donner un sens véritable aux actions de lutte contre les inégalités. Considérée pour elle-même, comme une fin en soi, cette dernière s'épuise à pourchasser toute différence. Il en va autrement lorsque son but est de s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion et de la pauvreté. Il faut promouvoir par priorité ce qui remédie vraiment aux souffrances sociales. Cette boussole est la seule capable de débusquer les excès d'un libéralisme méprisant à l'égard des fragilités de notre condition humaine, ignorant de cette « décence commune », chers à Orwell et à Camus, au cœur du lien de solidarité.

Vivre autrement la politique

Souscrire à la perspective personnaliste, c'est en définitive rechercher et favoriser par les lois une attitude éthique. Les membres d'Esprit Civique, quelles que soient leurs responsabilités, s'efforcent de vivre en politique et dans leurs lieux d'expérience selon cette cohérence qui comporte :

- **Une vraie confiance dans la sagesse populaire et citoyenne**. Il s'agit de promouvoir « un nouvel âge » de la démocratie qui placerait en son cœur la participation effective des citoyens, au-delà des seuls rendez-vous électoraux. La démocratie souffre, par le haut, des

limites de la délégation et, par le bas, de la montée en puissance de l'individualisme privé. Ce double mouvement produit « l'assistanat civique » et aboutit à l'exact opposé d'une éthique de la responsabilité. Il ne s'agit pas de disqualifier l'indispensable mécanisme de représentation mais de favoriser l'exercice de devoirs et de responsabilités des citoyens par des voies neuves.

- ***Une relation de loyauté envers les citoyens que nous représentons.*** Elle implique notamment l'obligation d'expliquer et de rendre compte des actes posés dans l'exercice d'un mandat ou d'une responsabilité. La loyauté doit devenir une valeur majeure, y compris dans les relations économiques.
- ***Le respect et l'exigence vis-à-vis des corps intermédiaires.*** Organisations socioprofessionnelles, associations diverses doivent prendre toute leur place dans la conception et la mise en œuvre du bien commun. Mais cela entraîne réciproquement pour elles des devoirs d'engagement effectif et de qualité dans la représentation
- ***Le sens de la fraternité, y compris dans le combat politique.*** Honorer cette vertu républicaine aide à faire la part entre la radicalité exigée lorsque l'essentiel est en jeu et le compromis qui fait la part de l'autre.
- ***Le goût pour la longue durée contre l'immédiateté médiatique.*** Il s'agit de cultiver la simplicité et la profondeur de champ, de renoncer à une certaine paresse intellectuelle et aux mondanités pour se donner le temps d'écouter, de lire, discerner, bref nourrir la pensée.
- ***La volonté d'une cohérence entre ce que l'on vit soi même et ce que l'on est conduit à préconiser pour la Cité.*** La séparation entre vie publique et vie privée ne signifie aucunement que la vie privée, surtout si elle devient un outil d'influence, n'ait aucun impact sur la confiance des citoyens dans la politique. Pour les responsables politiques, cela implique un devoir de cohérence.

Des chantiers prioritaires

Les résultats des dernières élections ne signifient en aucun cas, pour nous, que le peuple de France ait renoncé à la République. **Ils témoignent surtout d'un déficit d'espérance.** C'est la vocation particulière de la gauche d'exprimer que nous ne devons pas acquiescer au monde tel qu'il nous est imposé, notamment par les puissants du moment. Pour offrir de nouveau cette réponse et cet espoir, il ne convient pas de morceler l'espace politique en chapelles qui divisent, encore moins de multiplier les boucs émissaires. Le moment est venu au contraire de jeter des ponts pour appeler à construire un projet d'avenir. Entre la puissance publique, les entreprises, les citoyens, entre la France, l'Europe et le monde, il faut bâtir des alliances nouvelles qui donnent un sens et une place à la vie de chacun de nos compatriotes. Il faut avec eux et pour eux reconstruire une « espérance raisonnable ».

Tel sera l'enjeu des chantiers de travail qu'ouvrira Esprit civique, débouchant sur des propositions concrètes et une manière nouvelle d'agir et de s'exprimer collectivement. A travers des conférences, des rencontres, des ateliers participatifs et son Université d'Automne au mois d'octobre.

Parmi les questionnements que nous souhaitons explorer et porter publiquement :

- Dans un monde ouvert **quelle loyauté des entreprises** vis à vis de la puissance publique ? Quels indicateurs pour une nouvelle croissance humaine ?
- L'égalité de dignité des personnes du début à la fin de leur vie doit être la mesure de notre République : comment faire de **la lutte contre les injustices** un dessein commun?
- Face aux nouvelles puissances économiques transnationales **pouvons-nous être pionniers** pour construire un vrai socle universel des **droits humains et sociaux** ? Lutte contre l'esclavage moderne, propriété du vivant...
- Comment, face aux requêtes multiples et contradictoires de la société, **redonner force et autorité au politique** ?